



Revue de presse

04 septembre 2015

Les manifestations estudiantines ainsi que la mise en œuvre du Pacte de responsabilité dominent les colonnes des quotidiens parus ce jour. En effet, la manière dont les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de l'étudiant Jean Pierre continue de susciter des réactions, la dernière en date étant celle du commandant de la gendarmerie nationale faisant part de l'ouverture d'une enquête sur cette « bavure ». Quant au Pacte de responsabilité, il semblerait que sa concrétisation soit en bonne voie étant donné la rencontre entre les parlementaires qui y adhèrent et le Président de la République.

Processus électoral

MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

Les discussions entre les partis politiques et les organisations de la société civile, concernant l'élaboration des textes régissant la mise en place de la nouvelle Commission Electorale Indépendante se tiendront « incessamment ». A noter qu'il s'agit de la prochaine étape dans le processus déjà enclenché par le ministère de l'Intérieur, d'autant plus que les deux parties ont déjà été convoquées séparément pour s'exprimer sur ce sujet. A cette occasion, les plateformes de la société civile ont été unanimes sur le fait que ces acteurs politiques ne devraient pas intégrer le futur organe de gestion des élections qui remplacera prochainement la CENIT. Toutefois, à l'issue des rencontres à venir et sur la base des travaux déjà effectués par le ministère avec les acteurs politiques, une structure similaire à celle de l'actuelle Commission électorale n'est pas à exclure, autrement dit une représentativité des politiciens dans l'organe. (Les Nouvelles p.10)

- *Se référant à la tenue de l'atelier d'évaluation des scrutins communaux par la CENIT, hier, La Gazette de la Grande Ile déduit que l'actuelle Commission électorale ne pense pas à laisser la place à l'organe devant la succéder (p.13)*

Politique interne

MEMORANDUM POUR LA STABILITE, EN VOIE DE CONCRETISATION

Le Mémoire pour la stabilité ou Pacte de responsabilité, c'est selon, qui découle de la décision de la HCC, datant du 12 juin dernier, ne sera remis au Président de la République qu'au retour du Président de l'Assemblée Nationale. Effectivement, Jean Max Rakotomamonjy séjourne actuellement à New York dans le cadre de sa participation à la quatrième conférence mondiale des Présidents de Parlement. (Midi Madagasikara p.2, L'Express de Madagascar p.2). Par ailleurs, il a été rapporté qu'une rencontre entre le Président Hery Rajaonarimampianina et les députés signataires de son Mémoire de stabilité s'est tenue mercredi dernier et ce, en toute fraternité, selon Midi Madagasikara (p.3). A cette occasion, le Chef de l'Etat a souligné que le développement du pays ne peut être effectif sans stabilité. (Midi Madagasikara p.3, L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.2 ; Madagascar-Laza p.2 ; La Gazette de la Grande Ile p.4)

- *De l'avis de Madagascar-Laza, « les députés pro-déchéance tournent la page ». En ce sens, le journal rapporte que le groupement politique MAPAR serait en train de se disloquer car certains*



députés de la formation politique d'Andry Rajoelina auraient décidé de se rapprocher du régime Rajaonarimampianina. (p.2)

- **Midi Madagasikara** s'inquiète de l'absence du Président de l'Assemblée nationale au pays qui aura, de son opinion, « des impacts sur le bon fonctionnement des affaires nationales ». Le journal se réfère plus précisément au retard accusé dans la mise en œuvre du Mémorandum pour la stabilité étant donné qu'il devra passer impérativement par le numéro un de Tsimbazaza avant d'être transmis à la Présidence (p.2)
- *Le FFKM a fait part de ses craintes si le Mémorandum venait à être effectif. Le Conseil des églises chrétiennes de Madagascar appréhende effectivement l'adoption de ce document dans la mesure où le « compromis stipulant qu'aucune dissolution ou déchéance ne peut intervenir » va à l'encontre de la résolution de l'Assise nationale pour la réconciliation selon laquelle l'Assemblée nationale sera dissoute afin de permettre la mise en place d'une Assemblée Constituante » (Les Nouvelles p.2)*
- *A travers son président Jean Eric Rakotoarisoa, la HCC s'est finalement décidée à s'exprimer sur le Pacte de responsabilité faisant partie des points de sa décision du 12 juin, relative à la mise en déchéance du Président de la République. Selon le numéro un de la Haute Cour, il s'agit d'une démarche destinée à améliorer l'application de la Constitution entre les deux institutions que sont la Présidence et la Chambre basse. Il estime que l'application du Pacte de responsabilité ne demande que du bon sens et de la sagesse, tout en rappelant qu'il s'agit d'une décision susceptible d'aucun recours, condamnant ainsi les deux parties à le mettre en œuvre bon gré, mal gré. Questionné par L'Express de Madagascar sur le Mémorandum de stabilité initié actuellement par la Présidence, Jean Eric Rakotoarisoa s'est montré évasif en se détournant de la question (p.5)*
- **La Vérité** se rallie aux propos de la députée MAPAR Jocelyne Rahelihanta qui affirme avec certitude que le Président de la République veut acheter la signature des députés. Le quotidien accuse ainsi le Chef de l'Etat de vouloir violer encore une fois la Constitution (p.3)

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT, LE PROGRAMME MATOY CONTRIBUE A SON DEVELOPPEMENT

Le ministère d'Etat en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement a conclu une convention de partenariat avec le Programme Matoy, financé par la Coopération Suisse et ce, dans une optique d'élaboration de la politique nationale de Développement des Infrastructures et Equipements ou PNDIE. Cette initiative visera à dégager les priorités des infrastructures dans chaque région selon ses potentialités économiques et sociales. Le PNDIE se fixe également pour objectif de d'assurer l'efficacité des décisions prises et d'optimiser les retombées territoriales des projets présidentiels. (Madagascar-Laza p.3).

Economie et société

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





ARRESTATION BRUTALE DE JEAN PIERRE, LA GENDARMERIE OUVRE UNE ENQUÊTE

Le commandant de la gendarmerie de la région Analamanga a reconnu à demi-mot la bavure dont ont fait preuve ses éléments lorsqu'ils ont procédé à l'arrestation de l'étudiant dénommé Jean Pierre Randrianamboarina à Ankatso. Le Général François Rodin Rakoto a effectivement convoqué la presse afin de lui faire part de l'ouverture d'une enquête concernant la brutalité et l'utilisation excessive de la force par les forces armées lors de ladite arrestation. Il a cependant tenu à préciser que ce ne sont pas tous les militaires qui ont manqué de retenue tout en essayant timidement de justifier la violence excessive constatée lors de cet incident, qu'il attribue à la fatigue et à l'énervement dû aux insultes et provocations de la part des étudiants. Par conséquent, le commandant de la gendarmerie de la région Analamanga a fait savoir que l'enquête devra déterminer la responsabilité de chaque partie et de connaître qui ont réellement enfreint la loi. Dans le cas où les torts de certains gendarmes sont reconnus, ces derniers feront inévitablement l'objet de mesures. Afin de rassurer l'opinion quant à l'effectivité de cette décision, le Général François Rodin Rakoto a indiqué que 300 éléments de la gendarmerie ont été limogés pour mauvaise conduite tandis que nombreux sont ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation pénale. (L'Express de Madagascar p.3 ; Les Nouvelles p.8, La Gazette de la Grande Ile p.7)

- *C'est autour de la plateforme des organisations de la société civile œuvrant dans la protection des droits de l'Homme de s'insurger contre la bavure des forces de l'ordre lors de l'arrestation de l'étudiant gréviste. L'OSC/DH a en effet rencontré la presse pour lui faire part de son indignation face à cet incident, en raison notamment du fait que Madagascar ait ratifié les dispositions des conventions internationales relative aux Droits Humains. La plateforme dénonce ainsi des actes de violence et de traitements inhumains dégradants par les agents des forces de l'ordre. (Midi Madagasikara p.6 ; Madagascar-Laza p.5, Madagascar Matin p.3)*
- *En se référant à la condamnation par les Etats-Unis de l'arrestation brutale du meneur de la grève estudiantine, L'Express de Madagascar considère que « les exactions d'Ankatso » dépassent le cadre du simple incident et par conséquent, déteint l'image de la Nation toute entière (p.3)*
- *Les mouvements de grève des étudiants universitaires ont été davantage renforcés dans l'attente du verdict du jugement de Jean Pierre Randrianamboarina. Ainsi, l'on a encore une fois assisté à un affrontement entre les forces de l'ordre et les étudiants, hier à Ankatso, un face-à-face qui s'est conclu par les « habituels » échanges de jets de pierre et bombes lacrymogènes (Midi Madagasikara p.2 ; Les Nouvelles p.4-8)*
- *De l'opinion de Midi Madagasikara, les réseaux sociaux ont particulièrement contribué à la médiatisation tout azimut de la bavure policière, lors de l'arrestation de Jean Pierre, générant ainsi davantage de ressentiments envers les forces de l'ordre (p.2)*
- *Le Cercle de Réflexion des Economistes de Madagascar dénonce la « barbarie des actes des forces de l'ordre » et revendique, par conséquent, que les troupes auteures de l'incident soit frappées de sanction pénale. Le CREM réclame également la démission du Général Florens Rakotomahanina, commandant en chef de la CIRGN, qui « a encore osé prendre la défense de ses éléments ». De*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





l'avis de la plateforme, cet incident traduit la volonté des autorités de réduire au silence les contestations par la terreur » (Midi Madagasikara p.2-7; La Vérité p.4)

- **La Vérité** va jusqu'à soutenir que « le Général Florens a été désavoué par sa hiérarchie ». De l'avis du quotidien, le numéro un de la CIRGN a été mis « dans une position inconfortable » suite à l'intervention du ministre de l'Economie et Planification le Général de division Herilanto Raveloarison soutenant que « le gouvernement n'avait jamais donné l'ordre d'écraser les étudiants » (p.3)

LES MILITAIRES DE L'OPERATION FAHALEMANA ACCUSÉS D'EXACTIONS

Les militaires figurent également aux bancs des accusés. En effet, ils sont également accusés d'abus et d'exactions dans le cadre de leur intervention dans l'opération militaire « Fahalemana 2015 ». Pour être un peu plus précis, ce sont les éléments intervenant dans la commune d'Ankilibao, dans le district d'Imanja qui sont pointés du doigt, accusés d'avoir tués de simples villageois qu'ils ont considérés comme étant des dahalo. Des sources locales rapporteraient même que certains des victimes étaient membres de la sécurité villageoise. Après avoir gardé le silence sur ce sujet, le général Beni Xavier Rasolofonirina a convoqué la presse pour lui faire part de l'ouverture d'une enquête, les enquêteurs étant d'ailleurs déjà dépêchés sur le terrain. Le CEMGAM a ainsi soutenu que la vérité sera faite sur ces actes s'il s'est avéré que des exactions ont été réellement entreprises par ses hommes. (L'Express de Madagascar p.5)

- Dans une interview accordée à **Les Nouvelles**, le Chef de région Ihorombe accuse des groupes mafieux de semer la terreur et de favoriser l'insécurité dans le sud en raison de sa population facilement manipulable mais surtout, de ses richesses minières (p.3)
- Le Président du parti politique Arche De la Nation est descendu dans la partie sud de l'île afin de s'enquérir de la réalité concernant le phénomène de l'insécurité qui y sévit ainsi que l'impact des opérations militaires entreprises par les autorités pour y mettre un terme. Ainsi, lors de son passage dans les localités classées zones rouges tels que Betroka ou Kelivaho, les habitants se sont plaints de l'inefficacité des solutions adoptés par le pouvoir central dans la lutte contre les malaso ou dahalo **L'Express de Madagascar p.14)**
- Le député d'Ankazoabo Sud Mara Niarisy a dénoncé les menaces d'arrestations dont il fait l'objet. Le parlementaire affirme en effet que des suspicions de complicité avec les dahalo pèsent sur lui étant donné que ses bétails n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque tentative de vol. Il rapporte d'ailleurs qu'un haut responsable du régime avait déjà ordonné son arrestation par les forces de l'ordre mais cela n'a pas encore été effective jusqu'à présent (**Les Nouvelles p.5**)

CODE GENERAL DES IMPOTS, UN GUIDE D'APPLICATION

Consciente du blocage que constituent l'incompréhension des textes ainsi que le manque d'information relative au processus d'acquiescement des obligations fiscales, la Direction Générale des Impôts, en collaboration avec quelques associations et groupement de PME, a pris l'initiative d'élaborer un Guide d'application. A cet effet, un séminaire de deux jours, voyant la participation des représentants des centres fiscaux, des contribuables, des experts comptables et autres acteurs du domaine de la fiscalité, se tient



depuis hier dans les locaux de la Chambre de Commerce et de l'Industrie à Analakely. (**Midi Madagasikara p.5, La Vérité p.4, L'Express de Madagascar p.8, Madagascar Laza p.8**)

UNE MISSION DU FMI ATTENDUE CE MOIS DE SEPTEMBRE

Une mission du Fonds Monétaire International est attendue à Antananarivo, ce 10 septembre 2015, en vue de la finalisation d'un accord relatif à la mise en œuvre d'un programme de réforme qui pourra être soutenu financièrement par l'institution financière internationale. De l'opinion de **Madagascar-Laza**, l'espoir de la reprise effective des aides internationales renaît (p.3).

Format de couverture

L'Express de Madagascar a mobilisé deux pages de son édition d'aujourd'hui pour couvrir le périple dans la partie sud de l'île du président du parti politique Arche de la Nation, qui s'est enquis de la situation de l'insécurité. (p.14)

Le cahier détachable hebdomadaire du quotidien **Les Nouvelles** : « Le Reflet », a traité des sujets relatifs au Pacte de responsabilité, des impacts du blocage des institutions et du danger qui guette le patrimoine culturel de la Grande île.

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium: